



BECB

BUREAU D'ÉTUDES ET DE COORDINATION DU BÂTIMENT

Entreprise de la Marque



ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE DE RENNES

11 allée de Beaulieu – CS50837 – 35708 RENNES Cedex 7



PROJET FUSION

Rénovation et réaménagement des espaces de travail : création d'un plateau administratif

ENSCR – 11 allée de Beaulieu – 35708 RENNES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

LOT : 00 GENERALITES TCE

Date d'édition : 02/02/2026

Phase : DCE



ARCHITECTE :

hg-architecte

54 boulevard Villebois Mareuil – 35 000 RENNES

02 23 35 07 72

contact@hg-architecte.fr



BECB – SAS au capital de 7 623 € – RCS : LAVAL B 329 163 984

SIEGE SOCIAL (LAVAL) : Allée de la Goberie - 53940 SAINT-BERTHEVIN - Tél. 02 43 69 22 73 - Fax 02 43 91 12 51
Mail : accueil53@becb-ingenierie.fr

AGENCE DE RENNES : 8 rue de la Rigourdière – Immeuble Apollo – 35510 CESSON-SÉVIGNÉ – Tél. 02 99 53 61 51
Mail : accueil35@becb-ingenierie.fr

SIRET : 329 163 984 00043 – N° TVA intracommunautaire: FR 513 29 163 984 – Code APE 7 112 B – www.becb-ingenierie.fr



SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS INTERVENANTS.....	2
1.1 MAITRE D'OUVRAGE	2
1.2 PROGRAMMES ET ASSISTANT A MAITRISE D'OUVRAGE (A.M.O.).....	2
1.3 ARCHITECTURE	2
1.4 ETUDES TECHNIQUES	2
1.5 BUREAU DE CONTROLE TECHNIQUE	3
1.6 COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION SANTE (S.P.S.)	3
1.7 COORDINATION DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE (S.S.I.)	3
1.8 ORDONNANCEMENT PILOTAGE COORDINATION (O.P.C.)	3
2. PRESCRIPTIONS COMMUNES.....	4
2.1 OBJET DU PRESENT DOCUMENT	4
2.2 NATURE DE LA MISSION CONFIER A LA MAITRISE D'ŒUVRE	4
2.3 DEFINITION DES TRAVAUX - DECOMPOSITION EN LOTS	4
2.4 DEFINITION DES TRAVAUX - LISTE DES PLANS	4
2.5 RECOMMANDATION IMPORTANTE CONCERNANT LE SITE	5
2.6 INTERPRETATIONS DES PLANS ET DU CCTP	5
2.7 RESERVATIONS DES LOTS TECHNIQUES ET SECOND ŒUVRE	6
2.8 PERCEMENTS DANS EXISTANTS.....	6
2.9 RESPONSABILITE	6
2.10 ECHAFAUDAGES	6
2.11 REGLES PARASISMIQUES	7
2.12 CARACTERISTIQUES THERMIQUES ET ENERGETIQUES	7
2.13 TRAITEMENTS DES DECHETS.....	7
2.14 NOTION ENVIRONNEMENTALE	7
2.15 NETTOYAGE DE CHANTIER	8
2.16 COMPTE PRORATA (VOIR EGALEMENT CCAG ET CCAP)	8
2.17 DOCUMENTS A CONSULTER	9
2.18 MARQUES COMMERCIALES.....	9
2.19 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	9
2.20 LOCALISATION	9
2.21 SECURITE INCENDIE.....	10
2.22 REGLE D'ACCESSIBILITE	10
2.23 BUREAU DE CONTROLE	10
2.24 COORDONNATEUR.....	10
2.25 PERIODE DE PREPARATION	10
2.26 DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS.....	11
2.27 DOSSIER D'EXECUTION DES OUVRAGES	11
2.28 TRAVAUX MODIFICATIFS	11
2.29 DOSSIER D'OUVRAGES EXECUTES – 1 EXEMPLAIRE PAPIER & 1 EXEMPLAIRES INFORMATIQUE.....	11
2.30 ACCES, CYLINDRES ET CLES PROVISOIRES POUR LA PHASE CHANTIER	12

1. RENSEIGNEMENTS INTERVENANTS

1.1 MAÎTRE D'OUVRAGE

Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Rennes (ENSCR)
Représenté par Mr POUSSIN – pilote de l'opération
11 allée de Beaulieu – CS50837 – 35708 RENNES Cedex 7
Tél : 02 23 23 80 00
Courriel : ronan.poussin@ensc-rennes.fr

1.2 PROGRAMMES ET ASSISTANT A MAITRISE D'OUVRAGE (A.M.O.)

VERIFICA
2 impasse le Mintier – 44100 NANTES
Tél : 02 23 23 80 00

1.3 ARCHITECTURE

SARL HG ARCHITECTE
Représenté par Mr Hervé GOUBIN, architecte dplg
54 boulevard Villebois Mareuil – 35000 RENNES
Tél : 02 23 35 07 72
Courriel : contact@hg-architecte.fr

1.4 ÉTUDES TECHNIQUES

SAS BECB – Economiste
Affaire suivie par Mr Vincent COLLIOT – Responsable pôle économie de la construction
8 rue de la Rigourdière – Immeuble Apollo - 35 510 CESSON SEVIGNE
Tél : 06 25 99 38 44
Courriel : accueil35@becb-ingenierie.fr

SAS BECB – BET Structure Gros Œuvre
Affaire suivie par Stéphane TERROITIN, dessinateur béton armé et Mr Renaud BOUCHET, ingénieur
Allée de la Goberie – 53 940 ST-BERTHEVIN
Tél : 02 43 69 22 73
Courriel : accueil53@becb-ingenierie.fr

SAS BECB – BET Fluides Thermique Plomberie CVC
Affaire suivie par Mr Yohann LHERMITE – Chargé d'affaires Thermique
8 rue de la Rigourdière – Immeuble Apollo - 35 510 CESSON SEVIGNE
Tél : 07 79 67 93 86
Courriel : yohann.lhermite@becb-ingenierie.fr

SAS BECB – BET Fluides Electricité Courants Forts et Faibles
Affaire suivie par Mr Benoît JUGAN – Directeur opérationnel
8 rue de la Rigourdière – Immeuble Apollo - 35 510 CESSON SEVIGNE
Tél : 06 10 79 83 50
E-mail : benoit.jugan@becb-ingenierie.fr

SARL OUEST ACOUSTIQUE
Affaire suivie par Mr Paul JACQUIER – Acousticien et Mr Guillaume MIGNOT – Co-gérant
6B rue du Bas Village – 35510 CESSON SEVIGNE
Tél : 02 22 66 98 79
E-mail : p.jacquier@ouest-acoustique.fr

1.5 BUREAU DE CONTRÔLE TECHNIQUE

BTP Consultants – Missions L, LE, SEI, HAND
Affaire suivie par Philippe MILIN chargé d'affaire construction
ZAC de la Conterie – 10 rue Léo Lagrange 2 – 35131 CHARTRES DE BRETAGNE
Tél : 06 76 78 26 19
Courriel : philippe.milin@btp-consultants.fr

1.6 COORDONNATEUR SÉCURITÉ PROTECTION SANTÉ (S.P.S.)

BTP Consultants – Mission de niveau 3
Affaire suivie par Aurélien NICOLAS, coordonnateur SPS
ZAC de la Conterie – 10 rue Léo Lagrange 2 – 35131 CHARTRES DE BRETAGNE
Tél : 06 50 79 50 08
courriel : aurelien.nicolas@btp-consultants.fr

1.7 COORDINATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ INCENDIE (S.S.I.)

SAS BECB – BET Fluides
Affaire suivie par Mr Benoît JUGAN – Directeur opérationnel e
8 rue de la Rigourdière – Immeuble Apollo - 35 510 CESSON SEVIGNE
Tél : 06 10 79 83 50
E-mail : benoit.jugan@becb-ingenierie.fr

1.8 ORDONNANCEMENT PILOTAGE COORDINATION (O.P.C.)

SARL HG ARCHITECTE
Représenté par Mr Hervé GOUBIN, architecte dplg
54 boulevard Villebois Mareuil – 35000 RENNES
Tél : 02 23 35 07 72
Courriel : contact@hg-architecte.fr

2. PRESCRIPTIONS COMMUNES

2.1 OBJET DU PRÉSENT DOCUMENT

Le présent C.C.T.P. a pour objet la description des travaux nécessaires à la rénovation et au réaménagement d'un espace de travail pour la création d'un plateau administratif, situé sur le site de l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Rennes, au niveau R+1 du bâtiment F situé au 11 allée de Beaulieu à Rennes (35708)

2.2 NATURE DE LA MISSION CONFIER À LA MAITRISE D'ŒUVRE

MOB de Base (seule) sans exécution (EXE)

ATTENTION : pour tous les plans d'exécution (EXE), les entreprises concernées devront prévoir leur bureau d'exécution. Les plans DCE de l'Architecte et BECB Fluides ne sont que des plans de principe. Toutes questions relatives à l'exécution devront être posées au bureau d'étude choisi par l'entreprise, tout changement structurel devra être validé par le bureau de contrôle et l'Architecte. Toutes les réservations pour la structure devront être transmises à l'entreprise de Gros œuvre qui les fera suivre à son bureau d'étude d'exécution.

2.3 DÉFINITION DES TRAVAUX - DÉCOMPOSITION EN LOTS

Le présent C.C.T.P. est afférent à tous les corps d'état et décomposé par lots :

- LOT N° 01 MODIFICATIONS GROS ŒUVRE
- LOT N° 02 DOUBLAGES – CLOISONS - PLAFONDS – MENUISERIES INTERIEURES
- LOT N° 03 PEINTURES – SOLS SOUPLES - CARRELAGES
- LOT N° 04 ELECTRICITE COURANT FORT – COURANT FAIBLE
- LOT N° 05 CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE
- LOT N° 06 SONORISATION VIDEO

Les entreprises sont invitées à se rendre sur les lieux avant de remettre leurs offres, afin de bien appréhender l'importance et le type de travaux à réaliser.

2.4 DÉFINITION DES TRAVAUX - LISTE DES PLANS

La série des plans est établie par l'architecte et les BET suivant la nomenclature :

Plans Architecte

Plan implantations	1/50 ^{ème}
Plan repérages	1/100 ^{ème}
Nomenclatures Menuiseries	1/20 ^{ème} , 1/50 ^{ème} , 1/75 ^{ème}
Coupe Détails	1/20 ^{ème}

Plans B.E.T.**B.E.C.B. – 53 940 St-BERTHEVIN****Lot 01 – Modifications Gros Œuvre**STR – Plan de principe tous niveaux 1/50^{ème}**B.E.C.B. – 35 510 CESSON SEVIGNE****Lot 04 Electricité - Courant Fort – Courant faible**EL 01 – Rez de chaussée et 1^{ère} étage 1/50^{ème}**Lot 05 Chauffage - Ventilation - Plomberie**CVP 01 – Rez de chaussée et 1^{ère} étage - Coupes 1/50^{ème}CVP 02 – 2^{ème} étage - Coupes 1/50^{ème}**2.5 RECOMMANDATION IMPORTANTE CONCERNANT LE SITE**

Le stockage des matériaux devra être fait aux endroits délimités, aucun débordement ne sera autorisé.
Ce chantier devra être un modèle au niveau propreté de chantier.

Le matériel utilisé pour la réalisation des travaux devra dans la mesure du possible être du petit matériel.

Toutes les précautions devront être prises tout au long de l'exécution des travaux. Celui étant réalisé sur un site occupé aux niveaux des étages supérieurs et inférieurs.

Le bâtiment existant restera en fonctionnement durant toute la durée du chantier. Il sera nécessaire d'assurer au mieux la continuité des services. Notamment en assurant par tous les moyens l'alimentation en fluides et énergies des zones proches maintenues en activité.

Délimiter matériellement les zones de chantier et en limiter l'accès pour assurer la sécurité des personnes
Gérer les émissions sonores des engins et équipements de chantier et préciser les horaires bruyants
Gérer les flux : horaires de rotation, accès, limitation des déplacements pour minimiser les bruits

Toutes protections, clôtures pour cheminement piéton extérieur, cheminement chantier (piéton et engins), stockage des matériaux, lieux de vie de chantier, ... devront être validés par le SPS et le maître d'Ouvrage.

2.6 INTERPRÉTATIONS DES PLANS ET DU CCTP

Les types de matériaux et fournitures indiqués au C.C.T.P. sont ceux préconisés par le concepteur, mais ne sont donnés qu'à titre indicatif.

En conséquence, les entrepreneurs resteront responsables de leurs fournitures, qu'elle qu'en soit la provenance. Ils auront toujours la possibilité de proposer des types analogues à ceux décrits, pour peu qu'ils soient de même qualité et présentent les mêmes garanties.

Toutefois, le maître de l'ouvrage pourra dans l'un ou l'autre cas imposer des marques et des types d'appareils dans la mesure où cela lui permet d'uniformiser le stock de son service de maintenance.

Le C.C.T.P. quoique détaillé, ainsi que les plans, n'ont pour but que de faire connaître le programme général de Construction.

Si l'entrepreneur découvrait quelque erreur ou omission, il devra prévoir tous travaux indispensables à la parfaite réalisation des ouvrages par analogie avec ce qui est prévu.

Chaque entrepreneur exécutera les travaux de son lot en étroite liaison avec tous les corps d'état. Il sera réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du présent C.C.T.P. et prévu la totalité des ouvrages nécessaires pour une bonne coordination entre les différents lots.

L'entrepreneur est tenu de vérifier les cotes des plans et de solliciter toutes explications si besoin. L'entrepreneur fournira, avec sa proposition forfaitaire, le détail des prix par poste suivant le descriptif remis avec le dossier d'appel d'offres.

Il se rendra sur place afin d'être pleinement conscient des travaux à réaliser, de leur importance, des difficultés éventuelles et des omissions éventuelles du descriptif qu'il devra signaler à l'Architecte avant acceptation du marché.

Dans ces conditions, l'entrepreneur reconnaissant avoir tenu compte dans sa proposition de prix de tout ce qui précède, ne pourra arguer ultérieurement d'erreurs ou d'omissions pour ne pas faire et fournir les objets nécessaires à l'achèvement complet de ses travaux ou pour réclamer un quelconque supplément de prix.

2.7 **RÉSERVATIONS DES LOTS TECHNIQUES ET SECOND OEUVRE**

Tous les ouvrages, appareils ou autres, à fixer ou engraver dans le béton armé ou maçonnerie, toutes charges importantes à faire supporter aux planchers, tous trous, trémies, lumière de passage de canalisations à réserver, tous les tracés des différents réseaux devront faire l'objet de la part de chaque corps d'état d'une étude de telle sorte que toutes indications précises avec schéma à l'appui soient fournies au plus tard 30 jours à compter de la date de notification du marché aux entreprises et après approbation du bureau d'études techniques.

2.8 **PERCEMENTS DANS EXISTANTS**

Les trous et scellements nécessités par les travaux dans les murs et planchers existants seront exécutés par l'entrepreneur affectataire du lot Chauffage Ventilation Plomberie, de même que les rebouchements et raccords de maçonnerie, enduits induits.

Les trous et scellements nécessités par les travaux dans les murs et cloisons existants d'épaisseur inférieure à 15 cm seront exécutés par les entrepreneurs affectataires des divers corps d'état, de même que les rebouchements et raccords de maçonnerie, enduits induits.

En dehors de ces travaux particuliers, tous les scellements structurels seront à la charge de l'entrepreneur du lot de maçonnerie, de même que les bouchements et raccords de maçonnerie, enduits induits

2.9 **RESPONSABILITÉ**

Les entreprises des différents corps d'état intéressés seront responsables pour l'exécution des scellements des ouvrages propres à chacun.

Chaque entrepreneur sera en outre responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception et en devra le remplacement en cas de détériorations ou dégradations et ce, qu'elle qu'en soit la cause.

2.10 **ÉCHAFAUDAGES**

L'entrepreneur chargé du gros œuvre devra prévoir tous les échafaudages et appareils nécessaires à l'exécution de ses ouvrages.

Chaque entreprise devra prévoir tous les échafaudages et appareils de levage nécessaires pour l'exécution des ouvrages de sa spécialité.

2.11 RÈGLES PARASISMQUES

SANS OBJET, réhabilitation dans l'existant actuellement non sismique.

2.12 CARACTÉRISTIQUES THERMIQUES ET ÉNERGÉTIQUES

Les travaux seront exécutés conformément à la réglementation thermique des bâtiments existants qui s'applique aux bâtiments résidentiels et tertiaires existants, à l'occasion de travaux de rénovation par le maître d'ouvrage.

L'objectif général de cette réglementation est d'assurer une amélioration significative de la performance énergétique d'un bâtiment existant lorsqu'un maître d'ouvrage entreprend des travaux susceptibles d'apporter une telle amélioration.

Les exigences de la RTex par élément sont décrites dans l'arrêté du 22 Mars 2017 remplaçant l'arrêté du 3 mai 2007 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétiques des bâtiments existants

2.13 TRAITEMENTS DES DÉCHETS

Pendant toute la durée du chantier, chaque entrepreneur assurera le tri, le stockage et l'élimination de ses propres déchets.

Il est rappelé aux entreprises que la réglementation sur les déchets (loi n°75.633 du 15 Juillet 1975, loi n°92.646 du 13 Juillet 1992) a fixé les priorités de la politique des déchets :

- Prévention ou réduction de la production des déchets ;
- Organisation du transport des déchets et limitation en distance et en volume ;
- Valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou valorisation énergétique sans hiérarchie à priori entre ces différents modes ;
- Information du public.

Il est rappelé aux entreprises qu'il existe trois classes de centre de stockage :

- Classe 1 > pour les déchets spéciaux (aminate, goudrons, bois traités, etc) ;
- Classe 2 > pour les déchets ménagers et assimilés (en particulier les déchets de chantier non triés) ;
- Classe 3 > pour les déchets inertes.

Par ailleurs, il est rappelé aux entreprises qu'il est interdit :

- De brûler sur les chantiers ;
- D'abandonner ou d'enfermer des déchets (même inertes) dans des zones non contrôlées administrativement (décharges sauvages, chantiers, etc ...).

2.14 NOTION ENVIRONNEMENTALE

Ce projet sera réalisé dans le respect de l'environnement. Les matériaux employés lorsque ces derniers existent devront être certifié NF Environnement, avec Ecolabels, marquage CE et NF, les bois devront être de provenance régionale ou locale et certifié PEFC.

Les produits utilisés répondant aux différents éco labels reconnus (NF Environnement, Cygne Blanc, Ange Bleu, Ecotech...) seront privilégiés, de même que les matériaux facilement recyclables et provenant de filières de recyclage.

De plus, les différents composants des produits utilisés pourront être facilement démontés en vue de leur recyclage (fixation mécanique plutôt que colle)

L'utilisation de produit possédant une Fiche de Déclaration Environnementale et Sanitaire sera encouragée (liste disponible sur le site de l'AIMCC).

Le recours aux filières de productions locales de matériaux de construction sera privilégié, afin de limiter les déplacements

Le recours du bois de construction devra répondre aux exigences suivantes :

- Essences naturellement durables qui, par la conception même du bâtiment, ne nécessitent pas de produits de finition (vernis, lasures, peintures...)
- Matériaux provenant d'exploitations durablement gérées et bénéficiant d'un label FSC. Le label FSC garantissant une origine depuis une forêt durablement gérée, et dans le cas où la ressource locale ne serait pas adaptée, ou inexistante.

Le chantier devra se réaliser dans un environnement propre et respectueux de son environnement.

La gestion des déchets devra se faire selon le tri sélectif. A charge de chaque entreprise.

Chaque entreprise sera responsable de ses déchets et devra les évacuer. Elle devra fournir les Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) à l'entreprise en charge du compte prorata.

2.15 **NETTOYAGE DE CHANTIER**

Pendant la durée de l'intervention de ses travaux, chaque entrepreneur a à sa charge :

- L'enlèvement de la totalité de ses gravats ;
- Le nettoyage de son chantier avant chaque réunion de chantier
- Le nettoyage complet à la livraison de son corps d'état.

L'entrepreneur est informé que le Maître d'œuvre portera une attention toute particulière sur la propreté du chantier et qu'il se réserve le droit de procéder au nettoyage et enlèvement des gravats au frais de l'entreprise si l'entrepreneur du présent lot manquait à cette obligation.

Au démarrage du chantier, le maçon ou le gestionnaire du compte prorata, remettra au maître d'œuvre une convention signée avec une entreprise de nettoyage. Cette convention fera état d'un coût de vacation horaire. À tout moment, le maître d'œuvre pourra faire intervenir cette entreprise si l'état de propreté du chantier (intérieur et extérieur) n'est pas satisfaisant.

Le coût des prestations sera supporté par le compte prorata.

2.16 **COMPTE PRORATA (VOIR ÉGALEMENT CCAG ET CCAP)**

Celui-ci sera géré par l'entrepreneur du lot DOUBLAGES-CLOISONS-PLAFONDS-MENUISERIES INTERIEURES-MOBILIERS assisté de 1 entreprise de second œuvre et 1 entreprise des lots techniques. Seules y seront inscrites les dépenses explicitement prévues au présent C.C.T.P., ainsi que les frais d'intérêts communs.

D'une manière générale, ce compte sera aussi faible que possible, les dépenses étant, le plus possible, affectées à un entrepreneur déterminé.

Pour sa gestion, on s'inspirera du document établi par l'Office Général du Bâtiment et des Travaux Publics : « Convention pour l'établissement, la gestion et le règlement du compte-prorata » édition septembre 1995.

Les dépenses afférentes à un éventuel préchauffage ne seront en aucun cas inscrites au compte-prorata. Elles seront supportées en totalité par l'entrepreneur concerné, sauf si son intervention a été retardée par la faute d'une autre entreprise qui en supportera les conséquences.

Les fournitures d'eau et de courant électrique nécessaires aux essais COPREC seront réparties au compte-prorata. Toutes les autres fournitures nécessaires à ces essais seront à la charge de l'entrepreneur concerné par ces essais.

Ce compte sera également sollicité pour indemniser tout litige en cours de chantier (nettoyage insuffisant par exemple qui nécessiterait l'intervention d'une entreprise extérieure, etc...), toute détérioration d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage sans que l'auteur de cette dégradation soit connu. L'entrepreneur se fera obligation de régler les dépenses sur simple demande du Maître d'œuvre, dans un délai maximal de trente jours.

2.17 **DOCUMENTS À CONSULTER**

L'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier, est tenu de prendre connaissance des dossiers complets de tous les corps d'état établis par l'Architecte et BET afin de respecter la nature et l'étendue de la prestation, ainsi que les différentes contraintes d'installation de ses ouvrages.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'une omission dans le descriptif, les plans ou les documents relatifs à son corps d'état, si ceux d'un autre lot donnent des indications sur les ouvrages qui sont à sa charge

2.18 **MARQUES COMMERCIALES**

Afin de définir une prestation particulière, différents articles du C.C.T.P. sont définies avec une marque commerciale. Cette marque est la plupart du temps suivit de la mention « ou équivalent », l'entrepreneur est donc libre de proposer une autre marque que sa compétence professionnelle lui suggère dans le respect des contraintes définies dans le C.C.T.P. Cette marque devra par contre être clairement définie dans son offre.

Dans tous les cas, par sa compétence et par sa connaissance des produits, l'entrepreneur reste seul responsable des produits employés.

Après analyse, le Maître d'Ouvrage et/ou le Maître d'œuvre sont seuls juges d'accepter ou de refuser les produits proposés par l'entreprise.

2.19 **PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES**

L'entrepreneur devra obligatoirement remettre un prix pour les travaux exécutés en parfaite conformité avec les prescriptions du présent C.C.T.P. (offre de base)

Il devra également chiffrer obligatoirement les différentes options demandées.

Les variantes ne sont pas autorisées

2.20 **LOCALISATION**

Le prescripteur a localisé au maximum les ouvrages, ceci n'exclut pas la vérification de ces localisations et leur complément éventuel par chaque entreprise au vu des plans et de par sa compétence professionnelle.

Il convient de signaler que cette description n'est pas limitative et que l'Entrepreneur devra l'achèvement complet des travaux de son corps d'état dans le cadre du présent C.C.T.P., des plans et ce, sans aucun supplément au montant de sa soumission.

Le présent C.C.T.P., ainsi que les documents contractuels, ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description détaillée de tous les matériaux, ouvrages, détails et accessoires, il reste entendu que, seront compris dans le marché forfaitaire, non seulement tous les travaux indiqués aux pièces écrites du marché, mais ceux aussi implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction, suivant toutes les règles de l'art, les règlements et normes en vigueur, ainsi que les règles élémentaires de l'esthétique.

L'Entrepreneur, par le fait même de soumissionner, est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature et de leur importance, il reconnaît avoir suppléé par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier, plans et ce, sans aucun supplément au montant de sa soumission.

2.21 SÉCURITÉ INCENDIE

L'aboutissement de ce projet entraînera le classement E.R.P. :

- Type : R
- Catégorie : 3^{ème}

Chaque entrepreneur devra tenir compte de ce classement, chacun pour ce qui le concerne

2.22 RÈGLE D'ACCESSIBILITÉ

Il devra être tenu compte de toutes les règles et normes d'accessibilité Handicapés en vigueur.

Tous les ouvrages devront respecter en tous points les règles, circulaires et arrêtés définissant les exigences réglementaires relatives à l'accessibilité des locaux pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite

2.23 BUREAU DE CONTRÔLE

L'intervention du bureau de contrôle reste à la charge du Maître de l'ouvrage.

Les entrepreneurs devront se conformer à ses indications.

2.24 COORDONNATEUR

Conformément à la loi N° 93.1418 du 31/12/93 et ses décrets d'application, un coordonnateur de la sécurité et de la protection de la santé est nommé pour ce chantier par le maître d'ouvrage. L'opération est classée niveau II, compte-tenu des effectifs prévisibles.

Au présent dossier est joint le plan général de coordination de la sécurité et de la protection de la santé (PGC), dont les prescriptions s'imposeront à tous les entrepreneurs.

2.25 PÉRIODE DE PRÉPARATION

La période de préparation prend son origine le jour suivant la date de l'ordre de service.

Il est précisé que ce délai de préparation se trouve compris dans le délai global d'exécution des travaux et ne saurait, en aucune façon, prolonger celui-ci.

Pendant la période de préparation et d'études ; les entrepreneurs doivent arrêter, en accord avec le maître d'œuvre et de l'organisme de coordination :

- le schéma d'organisation de chantier dans un délai maximum de 30 jours
- le panneau de chantier 30 jours
- le Plan Particulier de Sécurité et Protection de la santé (PPSPS)
- les délais de construction dans un délai maximum de trente jours (30 jours)

Pendant cette période, chaque entrepreneur a l'obligation d'établir et de fournir, en temps utile, toutes les pièces qui lui incombent, notamment celles demandées aux C.C.A.P. et C.C.T.P., ainsi que tous les documents complémentaires qui lui seraient demandés par le maître d'œuvre. De plus chaque entreprise devra obligatoirement assister à toute réunion organisée par le maître d'œuvre afin que ce dernier puisse assurer la coordination d'étude nécessaire au démarrage des travaux.

En outre pendant cette période, tous les travaux de nivellement de plate-forme, aménagement du cantonnement de chantier, détournement de réseaux, branchements provisoires ou définitifs des bâtiments adjacents au projet seront exécutés par le lot ou les lots concernés.

2.26 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE CONTRACTUELS

Les ouvrages de chaque lot devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables dont notamment les suivants :

D.T.U., CLASSEMENT U.P.E.C, NORMES NF - EN – ISO, NORMES CAHIERS DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES (C.P.T.), AUTRES TEXTES ET DOCUMENTS REGLEMENTAIRES EN VIGUEUR DANS LEUR DERNIERE EDITION

Cette liste n'est pas limitative, d'autre part, il sera toujours fait application de la dernière Edition, avec mise à jour à la date fixée pour la remise des offres.

2.27 DOSSIER D'EXÉCUTION DES OUVRAGES

Chaque entreprise devra fournir dans le cadre de son marché tous les documents d'exécution nécessaires à l'Architecte, Bureau de Contrôle, Bureau d'études ainsi que toutes les entreprises concernés par les ouvrages qu'elle exécute : plans ; schéma, notes de calculs, notices, etc....

Tous les échantillons et les documents d'exécution devront être fournis à la Maîtrise d'Œuvre avant exécution des travaux pendant la période de préparation.

2.28 TRAVAUX MODIFICATIFS

Aucun travail supplémentaire ou modificatif à ceux prévus au CCTP ne sera admis s'il n'a fait l'objet d'un ordre de service de la maîtrise d'œuvre et contresigné par le maître d'ouvrage.

Cet ordre de service devra être obligatoirement accompagné d'un devis quantitatif et estimatif comportant les mêmes signatures que l'ordre de service.

2.29 DOSSIER D'OUVRAGES EXÉCUTÉS – 1 EXEMPLAIRE PAPIER & 1 EXEMPLAIRES INFORMATIQUE

A la fin de l'opération, un dossier général récapitulatif, et au plus tard pour la réception, chaque entreprise doit établir et transmettre au Maître d'Œuvre **1 exemplaire papier reproductible + 1 exemplaire informatique au format DXF-DWG** du Dossier des Ouvrages Exécutés et du Dossier de maintenance, pour chacun des lots dont il est titulaire.

L'exemplaire informatique regroupe :

- Les plans en format DWG
- Les plans et tous les autres documents en format PDF

Chaque dossier doit (en règle générale) comporter les documents suivants :

- Les plans, les détails, les schémas et autres documents graphiques conformes à l'exécution des ouvrages ;
- La nomenclature des matériaux et des matériels mis en œuvre ;
- Les documentations et les PV d'essais C.S.T.B des matériaux et des matériels mis en œuvre ;
- Les P.V. des essais des installations ;
- Les P.V. D coupe-feu ;
- Les notices techniques d'utilisation et d'entretien des matériaux et des matériels mis en œuvre, donnant le détail des opérations de conduite, la périodicité et la nature des opérations de contrôle, d'entretien et de révision, la nature exacte et le type des ingrédients d'entretien.
- Les plans de récolement de tous les ouvrages nouvellement créés par lui extérieurs et intérieurs (y compris dans l'existant le cas échéant). L'entrepreneur devra y préciser le diamètre des canalisations et les cotes fil d'eau. Il devra le marquage de chaque regard (EU / EP). Ce marquage comprendra les cotes tampons et cotes fils d'eau rattachés au niveau zéro du bâtiment. Une plaque précisant ces éléments sera fixée dans chaque regard.

Tous les documents seront revêtus du cachet et de la signature de l'entrepreneur. Ils seront regroupés dans des dossiers (à élastiques ou à sangles) et seront listés dans une nomenclature des pièces fournies.

2.30 ACCÈS, CYLINDRES ET CLÉS PROVISOIRES POUR LA PHASE CHANTIER

Bloc porte de chantier provisoire à la charge du lot MENUISERIES INTERIEURES

Mise en place dans le dormant de la porte d'entrée principale d'un bloc porte provisoire de chantier, avec cylindre de chantier.

La porte provisoire sera remplacée à la livraison du bâtiment par le vantail définitif qui sera stocké par l'entreprise de MENUISERIES INTERIEURES pendant la durée du chantier.

Les autres menuiseries resteront condamnées pour la durée du chantier (selon le cas de figure du chantier : portes issues de secours, portes sectionnelles, porte-fenêtres, etc)

Fourniture, pose et dépose de cylindre provisoire en phase chantier pour toutes les portes d'accès extérieur au chantier.

Ces cylindres sont dus par l'entreprise de MENUISERIES INTERIEURES. Ils devront être conservés jusqu'à la livraison des bâtiments, pendant toute la durée du chantier.

L'entreprise devra prévoir une remise de clé pour chaque entreprise retenue. La même clé devant ouvrir toutes les portes du chantier.

Il appartient à l'entreprise de MENUISERIES INTERIEURES de récupérer toutes les clés à la fin du chantier auprès des différentes entreprises.

FOURNITURE ET POSE DES CYLINDRES définitifs à la charge du maitre d'ouvrage.